

Babillarde d'un Campluchard du 1er novembre 1896

Henri Beaujardin

1er novembre 1896

C'est foutre pas la mer à boire que de faire de la propagande anarchote dans les campagnes ; pourvu qu'on s'y prenne par le bon bout y a pas de doute : l'anarchie y sera comprise et y poussera de profondes racines.

De fait, n'y règne-t-elle pas déjà un peu, l'anarchie, à la cambrousse ? Tandis qu'à la ville vous ne pouvez pas faire un pas sans risquer de vous casser la gueule contre l'uniforme d'un sergent de ville, au village, il y a peu ou point d'autorité. Et cependant, les crimes et délits, résultats du gâchis social — que ne sauraient empêcher les cinq gendarmes du canton — sont bien plus rares ici que dans les grandes agglomérations.

Le Conseil municipal, le maire, n'ont en réalité aucune autorité sur les fistons de leur patelin. — Leurs fonctions sont purement administratives sous la suzeraineté du pouvoir central. Seul, le percepteur, une sacrée pieuvre, et le minotaure insatiable qui boulotte les gas de 20 ans — la conscription — y rappelle l'action de l'État.

Que la gouvernance, grande ou petite, depuis les gros pantins de Paris jusqu'aux milliers de feignasses qui peuplent des milliers de bureaux soit une foutue clique — une riche collection de vermine ! — voilà ce que le paysan n'ignore pas. Il sait comme deux et deux font quatre que les employés de toute espèce embusqués derrière leur diable de pape-rasse font plus de mal à sa récolte que toutes les intempéries de l'air et les irrégularités des saisons.

La nuisibilité de l'État ne fait pas pour lui l'ombre d'un doute. Il reste à savoir s'il est fixé sur son inutilité et si ce mal, qu'il sait un mal, ne lui paraît pas un mal inévitable ?

Je crois qu'au fond tout est là — là gît le secret de la vie de l'État — on ne le tolère que parce qu'on le croit indispensable à la sécurité intérieure des individus — à la défense en cas d'invasion extérieure : sans lui nous nous mangerions mutuellement le nez et les étrangers nous tomberaient à chaque instant sur le casaquin.

Je crois que les camarades qui donnent dans ce panneau n'y voient pas tout à fait clair. N'est-ce pas l'État au contraire, gardien farouche de la propriété, des privilèges, des monopoles, qui crée et entretient les haines d'hommes à hommes et de peuple à peuple ? N'est-ce pas l'État qui produit les crimes et la guerre ! Et sa police ne peut pas plus empêcher les uns que son armée empêcher les mauvais effets de l'autre.

C'est tel que je le dégoise, mille dieux ! La police ne garantit pas plus notre sécurité que l'armée ne nous défend contre l'invasion étrangère.

Tandis que, si nous étions assez intelligents pour nous garer et nous défendre nous-mêmes, envoyant faire lanlaire flicards et galonnés, il n'y aurait pas plus d'invasion, que de chourinages et de cambriolages.

Tenez, voulez-vous un exemple : quelque temps avant la guerre avec les alboches, les incendies dans nos contrées se suivaient à la queue-leu-leu. D'aucuns disent (peut-être de mauvaises langues) que c'étaient les compagnies d'assurances elles-mêmes qui, pour stimuler les retardataires, pour les exciter à s'assurer, faisaient tout bonnement foutre le feu aux cahutes par des agents salariés.

Moyen bourgeois à coup sûr — mais passons. Comme bien on pense, les campluchards y trouvaient un sacré cheveu et je ne réponds pas que s'ils eussent agrippé un de ces types, ils ne l'eussent fait roussir avec plaisir et attisé à grands coups de fourche. Tous les cognes du département étaient sur pied, on mobilisait même des troupades, mais ça n'y paraissait guère, nom de dieu ! les incendies continuaient de plus belle.

À la fin des fins, las d'être si mal protégés, les bons bougres songèrent à se protéger eux-mêmes. Des rondes furent organisées — c'était une fois l'un, une fois l'autre, chacun son tour de passer la nuit — et ce moyen réussit à merveille, là où toutes les manigances de la maréchaussée avaient échoué. Les allumeurs, à peu près sûrs désormais d'être pincés, se le tinrent pour dit et les incendies cessèrent comme par enchantement.

Mieux, les frangins, ce que je rumine à l'heure actuelle dans le caneton du vieux gniaff est une vérité si tellement évidente que les bourgeois eux-mêmes en conviennent dans leurs moments de lucidité. Un canard grand comme un drap de lit, qui s'imprime à Bordeaux et où les anarchos ne sont pas le moins du monde en odeur de sainteté — *la France du Sud-Ouest* — après avoir dans une chronique locale fiché sur les doigts à la pestaille qui, paraît-il, toute occupée à canuler les gas qui vont sucer un coup de piccolo aux futailles emplies sur les quais et les marchandes de quatre saisons qui poussent leur voiturette par les rues, n'en fout pas un coup dès qu'il s'agit d'empêcher les opérations des cambrioleurs, conseillait aux habitants de ne pas compter sur la police mais d'organiser des patrouilles et d'agir eux-mêmes.

Mais le canard bourgeois, qui du reste préconisait cette solution plutôt par ironie que par conviction, ignore que, pour que cette action soit possible, — pour que les types d'un même quartier se décident à veiller eux-mêmes à leur réciproque sûreté, — il faudrait que le quartier et la ville fussent, non ce qu'ils sont ; un ramassis occasionnel de gens de toutes conditions, vivant sans se connaître ou ne se connaissant que pour se nuire, sur pied d'hostilité ou tout au moins d'indifférence, mais bien une agglomération d'intérêts communs où régnerait la solidarité, au lieu et place de l'égoïsme et du je-m'en-foutisme actuels.

Il est vrai, d'autre part, que dans une telle société où la solidarité serait efficace, la misère inconnue, on ne saurait pas non plus ce que serait le vol et les voleurs et que la sécurité se maintiendrait toute seule sans besoin de patrouilles ni de rondes d'aucune sorte.

Nous venons de voir que, non seulement dans une société harmonique, faite d'égalité matérielle et de satisfaction intégrale de tous les besoins humains, telle que nous la fera la réalisation du communisme, mais même dans le chaos actuel, où les guerres d'individus contre individus, de classes contre classes, de peuples contre peuples sont en permanence et ne cessent pas une minute, le formidable mécanisme d'oppression qu'est l'État ne peut, en rien ni pour rien, garantir la sécurité intérieure.

Mais garantit-il au moins la sécurité extérieure ?

Tout pareil à l'autre. On sait ce que valent ses généraux (fussent-ils encore plus chamarrés de dorures) pour les avoir vus au pied du mur ; ceux qui ne sont pas des traîtres sont des incapables qui ne savent que fusiller des grévistes ou mitrailler des insurgés vaincus. L'histoire nous apprend avec surabondance que jamais, au grand jamais, les envahisseurs n'ont été refoulés par une armée et que, par contre, le popolo mis en branle a toujours mis en capilotade les armées les plus faramineuses.

Reluquez au commencement de ce siècle, les Espagnols tenant tête au bandit corse et, une centaine d'années auparavant, les Hollandais rompant leurs digues et opposant l'inondation aux troubades du roi Soleil. Les Mexicains n'ont-ils pas eu raison de l'armée badinguesarde par une tactique semblable à celle qu'employèrent les Espagnols contre les hordes napoléoniennes, et contre les Espagnols, n'est-ce pas les mêmes procédés dont usent avec succès les insurgés cubains ?

Sans aller si loin, lors du coup de torchon avec l'Allemagne, il y a vingt-six ans de ça, qui donc a fait le plus de mal aux Prussiens, est-ce les armées régulières de l'État avec leurs chefs qui les bazardaient comme un troupeau de moutons, leurs godillots à semelles de carton et leurs cartouches de son livrées par des fournisseurs « patriotes », ou bien est-ce les bandes irrégulières de volontaires et de francs-tireurs ?

De même qu'en 1792 l'élan populaire avait vaincu les coalisés dès que les généraux, et quasiment tous les officiers, eurent passé à l'ennemi, de même, en 1870, les seules défaites infligées aux alboches le furent par le popolo, quand les galonnards qui, quelques

mois plus tard, devaient massacrer les Communards avec tant d'entrain furent faits prisonniers en Allemagne ou passés en Suisse avec le fameux Bourbaki.

Mais ce qui manqua pour repousser définitivement l'invasion, ce fut une bonne petite poussée révolutionnaire ; on ne culbute l'ennemi extérieur que quand on a, une bonne fois pour toutes, rogné les griffes à celui de l'intérieur.

Y a pas de pet qu'un peuple en révolution soit jamais conquis par un autre ou même par une coalition, qui s'y frotte s'y pique !

Il est donc facile de faire comprendre au paysan, pourvu qu'on sache rester simple et ne pas se perdre dans une science épastrouillante, que l'ensemble de la gouvernance qu'il sait dangereuse à l'égal de la peste et des grêlons est, en plus, aussi inutile que la cinquième roue d'un carrosse. En effet, si elle ne peut rien pour la sécurité et la défense qu'elle nous fait payer si chaud, il en est de même pour les divers « services publics » qu'elle s'est accaparés et où elle peut être avantageusement remplacée par le libre jeu des initiatives et leur accord spontané.

Ainsi, les chemins de fer, par exemple, fonctionnent très bien aux mains des compagnies privées : leur personnel sait très bien guider ses machines et transporter les voyageurs sans que le gouvernement s'en mêle ; et il saura encore mieux quand il aura donné congé aux actionnaires qui touchent les gros dividendes, — sans en foutre plus lourd que les morpions de la gouvernance.

Les facteurs aussi sauront porter les lettres quand la poste qui fut jadis un service privé sera de nouveau redevenue un service libre comme le sont aujourd'hui la cordonnerie et la boulangerie.

Les paysans d'une commune sauront faire leurs routes sans qu'y fourrent leurs nez les messieurs gantés et en tuyaux de poêle, et l'entente de quelques communes suffira pour fabriquer une voie ferrée là où les entrepreneurs gagnent des millions en gâchant la besogne.

Oui, viedaze, là est toute l'anarchie dont on essaie de nous faire un croquemitaine ! Il suffit de réaliser enfin la vie publique et d'y transporter les habitudes et les procédés de la vie ordinaire pour qu'illico elle nous fasse risette.

Ceci, le paysan le comprendra à merveille dès qu'on prendra la peine de le lui expliquer.

En sera-t-il de même du communisme ?

On en recausera dans le prochain numéro.

Le père Barbassou.



*Bibliothèque
anarchiste*

Henri Beaujardin
Babillarde d'un Campluchard du 1er novembre 1896
1er novembre 1896

extrait le 22 septembre 2026 de la collection d'*Archives autonomies*, en l'occurrence le
Père Peinard du 1er novembre 1896

bibliotheque-anarchiste.com